litique funeste du dix-huitième siècle, dont l'objet était d'accabler les colonies de fardeaux qu'elles n'étaient point tenues de supporter ; à une politique dont on avait abusé dans le temps, et qui avait provoqué la séparation violente des colonies d'Amérique de la mère patrie. Cette conférence a clairement défini le principe sur lequel l'empire britannique peut seul reposer : c'est-à-dire que l'empire se compose d'une multitude de nations libres soumises à un même souverain, mais qui, avant tout, se doivent à elles-mêmes.

On nous avait invités à discuter trois sujets : les relations commerciales, politiques et militaires qui devraient exister entre la Grande-Bretagne et ses colonies. Pour l'instant, je dirai peu de choses des relations commerciales, parce que je crois qu'il nous sera loisible de les traiter plus à fond plus tard, lorsque mon honorable collègue des Finances fera son exposé budgétaire,—et je me crois autorisé à dire que ce sera à une date très rapprochée. Néanmoins, je vais renseigner mon honorable ami (M. Borden) sur une couple de matières qu'il ne paraît pas posséder parfaitement. Il dit que les représentants du Canada ne semblent pas avoir soumis de propositions à la conférence. Or, M. l'Orateur, nous nous sommes rendus à la conférence sans avoir la moindre proposition à y soumettre ; nous y sommes allés dans le but d'entendre et d'étudier les avis des autres, mais il est arrivé que nous avons eu des avis à donner et des propositions à soumettre. La résolution relative au commerce, que la conférence a votée, était l'œuvre de mon collègue des Finances. Mon honorable ami, le directeur général des Postes, a présenté une résolution portant sur la réduction du port des journaux et revues publiées dans les limites de l'empire ; je constate avec plaisir que cette résolution a déjà commencé à porter des fruits, et que mon honorable ami a pris des mesures pour que sa proposition ne reste pas lettre morte. C'est encore le directeur général des Postes qui a fait adopter la résolution tendant à faire adopter le système métrique dans toutes les parties de l'empire britannique. Il va sans dire que ces diverses questions n'étaient que d'importance secondaire. Quant à la question principale, elle donnera lieu à un débat particulier ; je me bornerai donc, pour l'instant, à dire que l'état de choses qui existait en Angleterre en 1897, n'était plus le même en 1902-3. En 1897, la Grande-Bretagne n'avait aucun moyen,—si je puis m'exprimer ainsi,—d'effectuer un traité de réciprocité ; mais les circonstances ne sont plus les mêmes : la mère patrie a imposé un droit sur les céréales, elle peut maintenant venir au-devant de nos désirs et peut-être consentir à une réciprocité de commerce avec nous. C'est pour cela qu'en 1902-3 nous avons tenu un autre langage qu'en 1897. Nous ne sommes pas dans la situation de mouches sur une roue—nous sommes de notre époque et,

comme les circonstances ont changé, nous avons profité de l'occasion pour saisir le parlement anglais de nos aspirations. Y gagnons-nous, c'est ce que nul ne sait encore. Le chancelier de l'Echiquier d'Angleterre n'a pas encore fait son exposé budgétaire. Dans quelques semaines, dans quelques mois, nous verrons ce qui se sera fait, et il sera alors temps d'agir.

Vint ensuite l'étude des relations politiques. Celles qui existent actuellement entre le Canada, les colonies en général et la mère patrie donnent pleine satisfaction, elles ne sauraient guère être meilleures, et chaque fois qu'on a tenté de les améliorer, on est entré dans le domaine de l'utopie. Je passerai donc ce sujet sous silence pour en aborder un autre que l'honorable député d'Haldimand a développé : celui de nos relations militaires avec la mère patrie. Il existe aujourd'hui en Angleterre une école qui se recrute surtout dans le monde officiel, et qui, depuis des années, s'efforce de faire entrer le Canada dans les rouages militaires de la Grande-Bretagne. Cette école a fait connaître ses vues et ses aspirations par l'entremise du très honorable St John Brodrick, secrétaire d'Etat à la Guerre, et de lord Selborne, premier lord de l'Amirauté, mais, ne pouvant partager son avis, nous avons dû repousser ses propositions.

Dans notre pays même, je ne l'ignore pas, il y a des gens qui, sous prétexte que le Canada est une partie intégrante de l'empire, prétendent que nous devrions assumer notre part de la dépense colossale qu'entraîne l'entretien des forces militaires indispensables au maintien de la suprématie de l'Angleterre. Ce raisonnement, dont je ne puis saisir la puissance, impliquerait que la Grande-Bretagne et le Canada se trouvent sur un pied d'égalité, quand on sait qu'il n'en est rien. L'Angleterre a des pouvoirs qui nous manquent ; pour n'en mentionner qu'un seul, elle a celui de conclure des traités, et nous ne l'avons pas. Les pouvoirs n'étant pas également étendus, les obligations ne sauraient l'être davantage. Ce raisonnement signifierait que les intérêts du Canada et de la mère patrie sont en tous points identiques ; mais l'expérience est là pour démontrer qu'il n'en est pas ainsi. Il arrive souvent que ces intérêts sont diamétralement opposés ; la preuve s'en trouve dans le fait que de toutes les nations autonomes qui composent l'empire, il n'en est pas deux qui aient adopté la même politique fiscale. Ce raisonnement ferait encore supposer que la Grande-Bretagne et le Canada sont dans un même état de développement ; or M. l'Orateur, nous savons trop bien que notre pays est soumis à des obligations qu'on ne connaît pas dans la mère patrie. Notre situation géographique, l'immense étendue de notre pays et le peu de densité de notre population nous imposent des devoirs, nous créent des difficultés, nous obligent à faire des travaux qui, en Angle-